



ARCHIVES DU SÉNAT

INVENTAIRE DES PROCÈS-VERBAUX DU GROUPE PARLEMENTAIRES DES DÉPARTEMENTS ENVAHIS, puis DES RÉGIONS DÉVASTÉES

Les documents décrits ci-dessous ont été numérisés et mis en ligne sur le site internet du Sénat à l'occasion de la commémoration du [Centenaire de la Grande Guerre](#).

Contact : archives@senat.fr

PRESENTATION DU GROUPE PARLEMENTAIRES DES DÉPARTEMENTS ENVAHIS, PUIS DES RÉGIONS DÉVASTÉES

Le groupe parlementaire des départements envahis est constitué lors d'une réunion le 21 octobre 1914, alors même que le Parlement ne siège pas, par des sénateurs et des députés du Nord, de la Somme, de la Marne, des Ardennes, des Vosges, de la Meuse, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de l'Oise et de la Meurthe-et-Moselle, sous l'impulsion de [Léon BOURGEOIS](#) et [Paul HAYEZ](#). Il se donne pour objet « d'étudier les mesures nécessaires pour assurer la vie des habitants des régions envahies ».

Le fonctionnement de ce groupe n'est pas défini par le Règlement du Sénat. En sont membres les parlementaires des départements concernés. Ils payent une cotisation. Matériellement, les réunions se tiennent au Palais du Luxembourg, le Sénat ayant mis à sa disposition une salle de réunion. Le groupe tient une comptabilité propre, qui est gérée administrativement par la Caisse de la Chambre des députés. Il nomme dès novembre 1914 son propre questeur, le député de l'Oise [Félix BOUFFANDEAU](#), afin de permettre « l'accomplissement des décisions d'ordre économique et financier », alors qu'il commence à recevoir des dons suite à une souscription lancée en faveur des populations des départements envahis et des réfugiés.

Le groupe alerte les autorités et propose des solutions pour venir en aide aux populations des départements envahis, étudie les projets de textes de loi et rend des rapports (qui ne sont toutefois pas publiés). Il procède à des auditions, y compris de ministres. Il collecte également des dons d'institutions privées et publiques, dans le cadre de la souscription et les reverse aux comités de réfugiés et au Fonds de secours national géré par le ministère de l'Intérieur.

Lors d'un débat en séance publique consacré au salut aux régions libérées le 22 octobre 1918, la motion présentée par Paul HAYEZ au nom du groupe parlementaire des départements envahis, chargeant « les commissions des finances, de l'armée, de la marine et des affaires étrangères de désigner des délégués à l'effet de constater l'état dans lequel les villes occupées par les Allemands ont été laissées par eux à leur départ », est adoptée à l'unanimité.

Lors de sa réunion du 3 décembre 1918, le groupe débat de l'opportunité de modifier sa dénomination en «groupe des départements libérés » et d'inclure dans son champ d'action les départements d'Alsace-Moselle. Toutefois, une commission des départements libérés est créée au Sénat en décembre 1918, distincte de ce groupe. Le groupe parlementaire des départements envahis prend alors le nom de « groupe parlementaire des départements dévastés ». La dénomination finalement retenue est celle du groupe interparlementaire des « régions dévastées ».

Le groupe poursuit ses travaux en faveur des régions dévastées, notamment lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de la loi sur les dommages de guerre du 17 avril 1919. Il prend également part, en 1924 et 1925, aux débats sur le projet de loi de finances pour 1924, dont certains articles concernent directement les régions dévastées. Le groupe nomme parmi ses membres une commission chargée d'étudier les dispositions de la loi de finances qui intéressent les régions libérées, en lien étroit avec les commissions des régions libérées des deux assemblées (dont les présidents respectifs, le sénateur [Lucien HUBERT](#) et le député [Henri PHILIPPOTEAUX](#), sont membres du groupe), ainsi que les commissions des finances. [Henry MERLIN](#) rend un rapport le 8 septembre 1925 au nom du groupe, sur les articles 69 à 79 du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1926. Le groupe nomme de même en janvier 1930, en son sein, une nouvelle commission chargée de s'entretenir avec le sous-secrétaire d'Etat aux régions libérées à propos du règlement des dommages de guerre.

Le groupe parlementaire des régions dévastées se dissout lors de sa dernière réunion le 25 juin 1935.

Ni le Règlement du Sénat, ni le *Feuilleton*, ni les *Tables des débats* ne mentionnent les travaux du groupe.

INVENTAIRE

- 80S 30** Groupe parlementaire des départements envahis, réunions : procès-verbaux.
- 21 octobre 1914 : étude des mesures à prendre pour assurer la vie des habitants des régions envahies.
- 23 octobre 1914 : communications sur les condoléances adressées à Mme REYMOND (veuve du sénateur Emile REYMOND) et sur le soutien aux évacués.
- 24 octobre 1914 : communications sur les débats de la commission ; audition de M. MALVY (ministre de l'intérieur) sur les bons de réquisition, les traitements des fonctionnaires, sur les ouvriers métallurgistes, sur le transport des évacués, sur les dégâts dans les communes, sur les réservistes et les réformés.
- 30 octobre 1914 : discussion des points abordés avec M. MALVY ; nominations.
- 31 octobre 1914 : motion relative aux secours à donner aux évacués des départements envahis ; audition de M. RIBOT (ministre des finances) sur les bons de réquisition, sur les réservistes de la territoriale, sur la correspondance postale.

2 novembre 1914 : constatation et évaluation des dégâts causés par la guerre ; désinfection ; retards dans la correspondance postale ; réservistes de la territoriale.

4 novembre 1914 : destination des évacués ; primes d'assurances ; réservistes de la territoriale ; constatation et évaluation des dégâts causés par la guerre.

6 novembre 1914 : réquisition des chevaux ; évacués réfugiés à Paris ; livrets de caisse d'épargne des Belges ; conservation du troupeau national ; moratoire sur les primes d'assurance ; nominations.

9 novembre 1914 : réservistes de la territoriale ; évacués réfugiés à Paris ; congés de convalescence pour les blessés ; constatation et évaluation des dégâts.

12 novembre 1914 : audition de M. VIVIANI (Président du Conseil) sur les moyens de venir en aide aux départements envahis, sur les réservistes de la territoriale, sur les réfugiés, sur l'approvisionnement en sucre, sur les charbons industriels ; rapports sur le loyer des réfugiés belges, sur la réquisition des chevaux, sur la perception des impôts, sur la présentation des états ; réquisition de l'alcool.

13 novembre 1914 : audition de M. VIVIANI sur le sucre et les charbons industriels ; solidarité nationale (industries agricoles ou commerciales) ; circulation des dépêches ; indemnités pour les femmes de mobilisés.

17 novembre 1914 : souscriptions ; réservistes de la territoriale ; réfugiés tuberculeux ; circulation des marchandises ; déclarations de successions ; sociétés par actions ; prorogation des baux de 1925 ; primes d'assurances sur la vie ; indemnités.

20 novembre 1914 : fonctionnement du groupe ; ravitaillement dans la Marne ; demandes de subsides aux pays neutres ; dons ; secours de chômage ; chevaux pour les travaux agricoles ; congés des blessés ; titres aux porteurs laissés dans les maisons envahies ; construction d'abris temporaires en bois ; paiement des alcools réquisitionnés ; allocations aux réfugiés dans la banlieue de Paris ; logement des évacués dans les immeubles non loués.

23 novembre 1914 : aide aux réfugiés ; perception des impôts ; réservistes ; construction d'abris temporaires en bois ; congés des blessés ; audition de M. MALVY sur la situation des réfugiés.

25 novembre 1914 : réservistes de la territoriale ; répartition des secours ; réquisition des immeubles vacants ; perception des impôts ; audition de MM. VIVIANI et MALVY sur ces sujets.

27 novembre 1914 : dons ; réservistes de la territoriale ; audition de M. RIBOT (ministre des finances) sur la réquisition des chevaux, sur les caisses d'épargne, sur la situation financière des réfugiés.

30 novembre 1914 : dons ; poursuite des études pour les réfugiés ; achat et distribution de vêtements ; réservistes de la territoriale ; audition de M. BRISAC (directeur de l'hygiène et de l'assistance publiques au ministère de l'intérieur) sur les mesures d'hygiène et d'assistance (épidémies, régime des eaux).

2 décembre 1914 : dons ; indemnité versée aux réfugiés ; réservistes de la territoriale ; caisses régionales de crédit agricole ; fonctionnement du groupe ; audition de M. VIVIANI sur le recrutement de l'armée nationale, sur l'évaluation

des dommages de guerre, sur Armentières, sur les réquisitions de chevaux, de bestiaux et de fourrage, sur les titres volés ou perdus.

4 décembre 1914 : réservistes de la territoriale ; réfugiés de Paris ; dommages de guerre ; titres détruits ou perdus ; chevaux ; construction d'abris provisoires.

9 décembre 1914 : dons ; prisonniers retenus en Allemagne ; répartition des secours ; audition de M. NICOLLE (Président de la Société industrielle de Lille) et de la délégation de la Fédération des industriels du Nord sur les dommages de guerre et sur la reprise du travail.

10 décembre 1914 : réfugiés de Paris ; dommages de guerre ; allocations aux réfugiés ; audition de MM. VIVIANI et MILLERAND (ministre de la guerre) sur les réservistes de la territoriale ; distinction entre les régions du Nord et de l'Est ; congés des blessés ; trains sanitaires.

16 décembre 1914 : réservistes de la territoriale ; logements ; dommages de guerre ; situation des cultivateurs.

19 décembre 1914 : réservistes de la territoriale ; dommages de guerre ; bons de réquisition ; secours de chômage.

21 décembre 1914 : dons ; solidarité nationale ; logements ; chevaux ; perception des impôts.

23 décembre 1914 : dons ; réservistes de la territoriale ; dommages de guerre.

26 décembre 1914 : dons ; réfugiés de Paris et des départements ; répartition des évacués ; bons de réquisition ; dommages de guerre ; secours de chômage ; usage du télégraphe.

6 janvier 1915 : répartition des secours ; dons ; chevaux et semailles ; dommages de guerre.

8 janvier 1915 : dons ; dommages de guerre.

12 janvier 1915 : dons ; réclamations des cultivateurs sur les réquisitions ; réservistes de la territoriale ; dommages de guerre.

15 janvier 1915 : réservistes de la territoriale ; dons et répartition ; chevaux et bétail réquisitionnés.

19 janvier 1915 : dons ; réquisitions et compensation ; réservistes de la territoriale ; situation des réfugiés.

22 janvier 1915 : dons ; prisonniers retenus en Allemagne ; dommages de guerre ; stocks de blé ; inégalités de traitement entre le Nord et l'Est ; perception des impôts.

26 janvier 1915 : dons ; dommages de guerre pour les immeubles détruits ; décret de l'article 12 de la loi sur les douzièmes provisoires.

29 janvier 1915 : répartition des aides aux cultivateurs ; situation financière des conservateurs des hypothèques ; perception des impôts ; réservistes de la territoriale.

2 février 1915 : bulletin *Les nouvelles du soldat* ; porteurs de valeurs ; droits de succession ; dommages de guerre ; dons.

9 février 1915 : dons et répartition des secours ; prisonniers civils renvoyés en

France ; congés de semailles ; décret du 4 février sur les dommages de guerre ; congés des blessés.

12 février 1915 : journée des réfugiés ; prisonniers retenus en Allemagne ; dons ; dommages de guerre.

16 février 1915 : allocations pour les femmes de prisonniers civils ; barème de répartition des secours ; bons de réquisition ; protection du troupeau national ; dons ; congés des blessés ; secours de chômage.

19 février 1915 : prisonniers civils en Allemagne ; dons ; situation de Sedan ; titres perdus ou volés et protection de l'épargne française.

23 février 1915 : comptabilité du groupe ; dons ; échanges sur le nombre de réfugiés ; situation des soldats et des civils privés de secours ; titres volés ou perdus.

26 février 1915 : placement des enfants des familles réfugiées belges et françaises organisé par la Fédération des instituteurs et des institutrices ; travail pour les réfugiés ; allocations aux réfugiés et aux femmes des mobilisés ; caisses de chômage ; comptabilité du groupe ; dons et répartition des secours ; semailles et récolte.

3 mars 1915 : dons ; titres volés ou perdus ; semailles et récolte ; prisonniers retenus en Allemagne ; dommages de guerre.

5 mars 1915 : dons ; journée des réfugiés ; retour des réservistes territoriaux et des hommes du service auxiliaires pour les travaux agricoles et viticoles ; dommages de guerre.

9 mars 1915 : dons ; questions diverses au gouvernement ; dommages de guerre et interdiction des reconstructions immédiates.

16 mars 1915 : dons et répartition des secours ; secours aux prisonniers civils et de guerre ; audition d'une délégation d'associations et de société d'architectes sur la constatation et l'évaluation des dommages de guerre.

19 mars 1915 : dons ; prisonniers civils rapatriés ; réquisitions ; dommages de guerre ; journée des réfugiés ; commission de jurisconsultes.

23 mars 1915 : dons ; prisonniers civils rapatriés à Annemasse ; répartition de bétail ; titres perdus ou volés ; journée des réfugiés.

26 mars 1915 : dons ; agriculture et intendance militaire ; reconstruction des chemins ; prisonniers civils rapatriés ; paiement des coupes de bois.

30 mars 1915 : comptabilité du groupe ; répartition des secours ; congés de semailles ; dommages de guerre, audition d'une délégation de la Fédération des associations départementales des sinistrés.

2 avril 1915 : dons ; journée des réfugiés ; prisonniers civils rapatriés ; distribution de vêtements ; transformation des secours de chômage en offres de travail.

9 avril 1915 : dons ; prisonniers civils rapatriés ; alliance humanitaire avec l'Angleterre ; commission supérieure des réparations.

20 avril 1915 : dons ; visites aux réfugiés ; commission supérieure des

réparations ; prisonniers civils rapatriés.

23 avril 1915 : dons ; dommages de guerre.

27 avril 1915 : réquisitions de blé et ravitaillement ; dons et gestion des fonds ; situation de l'agriculture ; prisonniers civils rapatriés.

4 mai 1915 : dons ; dommages de guerre.

11 mai 1915 : comptabilité du groupe ; prisonniers civils rapatriés ; dommages de guerre ; dons ; audition de M. COSNIER (député) sur la conservation du bétail.

18 mai 1915 : dons ; questions diverses au gouvernement ; PJJ sur les dommages de guerre ; comptabilité du groupe.

28 mai 1915 : dons ; prisonniers civils rapatriés ; commission supérieure des réparations ; ravitaillement de la population civile.

4 juin 1915 : dons ; prisonniers civils rapatriés ; PJJ sur les dommages de guerre ; congés de moisson.

11 juin 1915 : dons ; construction d'abris provisoires ; prisonniers civils rapatriés.

18 juin 1915 : dons ; congés de moisson ; réclamations de réfugiés.

25 juin 1915 : dons et répartition des secours.

6 juillet 1915 : dons et répartition des secours ; PPL sur la protection des populations civiles ; ravitaillement ; arrérages des pensions ; journée des réfugiés ; réservistes de la territoriale.

27 juillet 1915 : comptabilité du groupe ; dons ; prix des loyers ; permissions ; conflit entre l'Oeuvre du secours de guerre et le musée du Luxembourg.

3 août 1915 : PJJ sur les dommages de guerre ; conflit (suite) ; conservation du troupeau à Paris ; congés de moisson ; répartition des secours ; prisonniers civils rapatriés ; permissions.

10 août 1915 : dons et répartition des secours ; permissions ; comptabilité du groupe.

13 août 1915 : dons et répartition des secours ; journée des réfugiés ; permissions ; porteurs de valeurs mobilières de Reims.

3 septembre 1915 : dons ; permissions ; PJJ sur les dommages de guerre.

17 septembre 1915 : dons et répartition des secours ; commission supérieure d'évaluation des dommages de guerre ; PJJ sur les dommages de guerre.

1^{er} octobre 1915 : PJJ sur les dommages de guerre ; allocations aux réfugiés ; réquisitions des avoines et des fourrages ; dons ; mobilisation des réfugiés.

8 octobre 1915 : répartition des secours ; commission supérieure d'évaluation des dommages de guerre ; statistiques des réfugiés ; PJJ sur les dommages de guerre.

22 octobre 1915 : répartition des secours ; commission supérieur d'évaluation des dommages de guerre ; PJJ sur les dommages de guerre.

29 octobre 1915 : dons ; PJJ sur les dommages de guerre.

5 novembre 1915 : communication de Léon BOURGEOIS (président) ; dons ; P JL sur les dommages de guerre.

9 novembre 1915 : dons ; réservistes de la territoriale ; P JL sur les dommages de guerre.

12 novembre 1915 : comptabilité du groupe ; situation des marchands de vin en gros ; P JL sur les dommages de guerre.

16 novembre 1915 : dons ; P JL sur les dommages de guerre.

23 novembre 1915 : dons ; P JL sur les dommages de guerre.

3 décembre 1915 : dons ; crédit spécial pour les réfugiés ; P JL sur les dommages de guerre.

10 décembre 1915 : dons ; titres et livrets de caisse d'épargne ; villes françaises bombardées ; troupes britanniques en France ; comptabilité du groupe ; P JL sur les dommages de guerre.

21 décembre 1915 : dons ; reconstruction des immeubles détruits ; permissions.

24 décembre 1915 : dons ; situation de Lille.

18 janvier 1916 : dons ; allocations ; prisonniers civils rapatriés ; prix des denrées ; rapatriement des femmes et enfants de fonctionnaires.

25 janvier 1916 : dons ; audition de M. OGIER (directeur au ministère de l'intérieur) sur l'organisation du service de la correspondance ; prisonniers civils rapatriés ; P JL sur les dommages de guerre.

4 février 1916 : dons ; comptabilité du groupe ; P JL sur les dommages de guerre ; bons de réquisition ; situation des établissements industriels ; raid de Zeppelins sur Paris.

15 février 1916 : prisonniers civils rapatriés ; dons ; comptabilité du groupe ; audition de M. GUERIN (président de la Chambre de commerce de Lille) sur la situation de Lille.

7 mars 1916 : dons ; communication d'une lettre de M. GALLIENI (ministre de la guerre) sur l'appel de la classe 1888 ; distribution de vêtements et des secours ; P JL sur les dommages de guerre.

14 mars 1916 : dons ; situation des établissements industriels ; comptabilité du groupe.

21 mars 1916 : dons ; appel de la classe 1888 ; indemnisation des victimes civiles de la guerre ; audition de M. Charles LAURENT (président) et d'une délégation de l'Association centrale pour la reprise de l'activité industrielle dans les régions envahies sur la réparation des dommages et l'approvisionnement en matériel.

28 mars 1916 : renchérissement des loyers ; reconstruction des immeubles ; appel de la classe 1888 ; bons de réquisition ; création d'équipes de sauveteurs.

4 avril 1916 : dons ; commission des dommages de guerre ; Association centrale ; Office national des réfugiés et des prisonniers de guerre ; impôt sur le revenu.

11 avril 1916 : dons ; P JL sur les dommages de guerre.

80S 31

Groupe parlementaire des départements envahis, réunions : procès-verbaux.

11 avril 1916 : audition de M. KLOTZ (président de la commission des dommages de guerre de la Chambre des députés) sur l'indemnité et sur le P.J.L. sur les dommages de guerre.

18 avril 1916 : P.J.L. sur les dommages de guerre ; dons.

26 mai 1916 : dons ; audition de M. OGIER (directeur au ministère de l'intérieur) sur l'organisation du service de la correspondance ; commission supérieure des dommages de guerre.

30 mai 1916 : dons ; locations de villas en bord de mer ; prisonniers internés en Suisse ; reconstruction des immeubles ; allocations militaires ; centralisation des questions sur les départements envahis.

6 juin 1916 : P.J.L. sur les dommages de guerre ; répartition des secours aux comités centraux ; allocation aux réfugiés ; distribution de vêtements ; imposition sur automobiles ; dons ; distribution de cartes-messages.

20 juin 1916 : dons et répartition des secours ; reprise de la vie économique ; prisonniers internés en Suisse ; prisonniers en Allemagne ; lettres de réfugiés.

4 juillet 1916 : dons ; comptabilité du groupe ; distribution de cartes-messages ; distribution de vêtements ; allocations aux réfugiés ; prisonniers internés en Suisse et en Russie ; organisation de visites dans les pays envahis.

11 juillet 1916 : dons ; P.J.L. sur les dommages de guerre ; camps dits de représailles créés en Allemagne ; situation des comités centraux et répartition des secours ; retour des réfugiés ; correspondance entre les prisonniers et leurs mairies.

18 juillet 1916 : dons ; P.J.L. sur les dommages de guerre ; allocations aux femmes de mobilisés rapatriés ; délégations de soldes.

25 juillet 1916 : dons ; rapt et violences commises à Lille, Roubaix et Tourcoing ; centre de rééducation professionnelle des blessés de guerre ; délégations de solde ; Œuvre du secours de guerre ; visites dans les pays dévastés.

1^{er} août 1916 : dons ; rapt et violences commises à Lille, Roubaix et Tourcoing ; prisonniers internés en Suisse.

8 août 1916 : dons ; visites aux communes libérées ; fonctionnement des commissions de liquidation de réquisition ; Œuvre du secours de guerre ; prisonniers internés en Suisse.

19 septembre 1916 : dons ; P.J.L. sur les dommages de guerre ; prisonniers internés en Suisse et en Russie ; commissions de liquidation ; allocations aux réfugiés ; répartition des secours ; permissions agricoles ; reprise de la vie économique.

26 septembre 1916 : dons ; retour des réfugiés ; reprise de la vie économique ; Œuvre du secours de guerre.

2 octobre 1916 : réfugiés du littoral ; prisonniers de guerre ; retour des réfugiés ; représailles sur les prisonniers en Allemagne ; PJJ sur les dommages de guerre ; répartition de secours.

24 octobre 1916 : visites dans les communes libérées ; retour des réfugiés ; PJJ sur les dommages de guerre ; Œuvre du secours de guerre ; fonctionnaires retraités ; dons ; comptabilité du groupe ; prisonniers de guerre.

31 octobre 1916 : comptabilité du groupe ; service de colis de nourriture ; retour des réfugiés ; allocations aux réfugiés ; distribution de cartes-messages ; Association centrale pour la reprise de l'activité industrielle.

7 novembre 1916 : dons ; logements ; retour des réfugiés ; reconstruction et reconstitution de l'industrie.

14 novembre 1916 : dons ; exemption de la contribution personnelle et mobilières ; prisonniers de guerre internés en Allemagne ; médicaments ; prisonniers civils rapatriés ; secours aux réfugiés.

21 novembre 1916 : dons ; distribution de cartes-messages ; prisonniers de guerre ; conférence relative au ravitaillement des départements envahis ; représailles allemandes sur les valeurs mobilières ; travaux agricoles ; Association centrale.

28 novembre 1916 : dons ; conférence relative au ravitaillement des départements envahis ; prisonniers internés en Suisse ; audition d'une délégation du Syndicat des banquiers sur les valeurs mobilières ; audition d'une délégation du Syndicat des brasseurs sur l'imposition de la fabrication de la bière.

5 décembre 1916 : Œuvre du secours de guerre ; prisonniers de guerre ; dons ; franchise du change en Suisse ; situation des départements envahis.

8 décembre 1916 : audition de M. OGIER sur la réception et l'évacuation des habitants rapatriés des départements envahis.

26 décembre 1916 : dons ; échange des billets des villes envahies ; conditions de rapatriement à Annemasse ; séquestre des biens allemands.

9 janvier 1917 : dons ; ravitaillement dans le Nord ; prisonniers pères de famille ; financement des associations départementales de réfugiés ; situation des fonctionnaires ; commission interministérielle sur les départements envahis ; travaux agricoles.

23 janvier 1917 : comptabilité du groupe ; envoi de fonds ; comités départementaux de secours aux réfugiés ; cultivateurs appartenant aux classes 1888 et 1889 ; comité pour aider à la reconstitution des régions envahies ou atteintes par les faits de guerre ; échange des bons émis par les villes ; mise en culture des terres abandonnées ; otages ; presse sur la situation des pays envahis ; séquestre des biens allemands ; officiers de complément.

30 janvier 1917 : envoi de fonds ; secours provenant de la «Journée des orphelins» ; camps de représailles ; rapatriements ; distribution des cartes-messages ; prisonniers pères de famille ; otages ; situation agricole dans la zone des armées ; PJJ sur les dommages de guerre ; allocations aux femmes de mobilisés rapatriées.

6 février 1917 : internement en Suisse de cent pères de famille prisonniers et des prisonniers faits en 1914 ; correspondance avec les départements envahis ;

ravitaillement des départements envahis ; échange des billets émis par les chambres de commerce des pays envahis ; ouvriers agricoles des classes 1888 et 1889 ; situation agricole dans la zone des armées ; audition du bureau de l'Union des comités départementaux.

14 février 1917 : visite de MM. TOURON et GENTILLIEZ en Suisse ; ravitaillement des pays envahis ; logement des réfugiés ; envoi de fonds.

21 février 1917 : comptabilité du groupe ; réintégration dans les cadres d'officiers de complément ; service de la main-d'œuvre agricole ; audition de M. MALVY (ministre de l'intérieur) sur le sort des réfugiés.

27 février 1917 : envoi de fonds ; enseignement (admission gratuite des enfants rapatriés) ; représailles contre les prisonniers ; solde mensuelle des sous-officiers ; distribution des secours de loyer aux réfugiés ; enfants des régions envahies ; évadés des régions envahies ; mobilisation civile ; comité interministériel pour la reconstitution des régions envahies.

6 mars 1917 : allocation aux femmes de mobilisés rapatriées ; secours de loyer aux réfugiés ; envoi de fonds ; femmes des sous-officiers à solde mensuelle ; ravitaillement des pays envahis ; réquisition du cuivre ; représailles ; bons émis par les villes ; secours aux orphelins.

13 mars 1917 : échange des bons émis par les chambres de commerce ; internement en Suisse de cent Français et Allemands ; représailles ; otages ; logement des réfugiés à Toulouse ; ravitaillement des pays envahis ; prisonniers pères de famille ; déclaration du groupe à la préfecture de police ; traitement des instituteurs et institutrices des pays envahis ; orphelins ; envoi de fonds ; cartes de sucre ; distribution de vêtements pour les hommes appelés à travailler dans les usines ; rapatriement de personnes déportées en Allemagne.

23 mars 1917 : prisonniers de guerre occupés à des travaux sur la ligne de feu ; remerciements à la commission supérieure des prisonniers de guerre ; dons en faveur des populations des régions récemment libérées ; sous-vêtements pour les prisonniers de guerre.

27 mars 1917 : permission spéciale aux soldats ; reprise de la vie agricole, commerciale et industrielle ; ravitaillement des rapatriés ; secours de chômage payés par les communes ; monnaie de billon ; commission interministérielle relative à la reconstitution des régions envahies ; envoi de fonds.

4 avril 1917 : allocution pour les députés morts ; envoi de fonds ; journée au profit des libérés ; conférence du ravitaillement ; commission supérieure des prisonniers de guerre ; otages ; évacués ; rapatriement de cent pères de famille ; répartition des secours ; audition d'une délégation de banquiers du Nord.

6 avril 1917 : fonctionnaires des pays envahis ; logement des réfugiés ; bons émis par les villes et chambres de commerce ; don en nature ; audition de M. GUERIN (président du comité exécutif du Comité d'alimentation du Nord de la France) sur le ravitaillement.

24 avril 1917 : audition de M. CATTELAÏN (maire de Boussières-en-Cambrésis) sur le secours aux chômeurs ; dons ; communication de l'Association des sinistrés de l'Aisne ; rapatriement de personnes déportées en Allemagne ; bons émis par les villes et les chambres de commerce.

27 avril 1917 : reprise de la vie économique ; répartition des secours ; bons des caisses d'épargne ; secours donnés par les maires des communes occupées ; fret et ravitaillement des pays envahis ; P.J.L. concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ; vœu des sinistrés de l'Aisne.

1^{er} mai 1917 : carte permanente de circulation ; demande d'audition de la Fédération des sinistrés ; dons ; envoi de fonds ; échange des billets émis par les villes ; échange de prisonniers ; tuberculeux ; déprédations à Péronne ; change de monnaie allemande et carte de sucre pour les réfugiés du littoral ; rapatriement d'enfants ; délégation de demi-solde au profit des femmes évacuées venues en Suisse ; instruments agricoles ; prisonniers civils (carte de sucre) et réfugiés en province (secours de loyer).

8 mai 1917 : dons ; transport des bagages ; échange de prisonniers ; logement des réfugiés ; audition de la Fédération des sinistrés.

15 mai 1917 : échange de prisonniers ; train de médicaments ; évacuations forcées et camps de concentration ; secours de loyer et logement des réfugiés ; prisonniers civils condamnés en Allemagne ; dons.

22 mai 1917 : dons ; comptabilité du groupe ; envoi de colis aux prisonniers ; audition d'une délégation de la commission consultative du comité interministériel.

5 juin 1917 : dons ; condamnés pour faits de guerre ; tuberculeux ; officiers allemands mis sur navires-hôpitaux ; échange de prisonniers militaires et civils ; dépression morale ; application aux prisonniers civils des accords intervenus pour les prisonniers militaires ; correspondance avec les départements envahis ; Banque de France à Douai ; situation alimentaire de la région lilloise ; envoi de colis aux prisonniers français ; remboursement des livrets des caisses d'épargne des pays envahis ; état de la culture dans la zone des armées.

8 juin 1917 : suppression d'allocations et de secours de loyer ; augmentation du taux des allocations ; état et méthode des cultures dans la zone des armées.

12 juin 1917 : allocations aux réfugiés ; livrets des caisses d'épargne ; lois d'assistance appliquées aux réfugiés.

19 juin 1917 : dons ; commission relative aux prisonniers de guerre ; allocations militaires, familles rapatriées et paiement des rappels ; admission des sous-officiers et militaires à solde mensuelle au bénéfice de la loi du 5 août 1914 ; allocations aux familles des mobilisés ; état de la culture dans la zone des armées ; audition d'une délégation de la Fédération des associations départementales de sinistrés.

26 juin 1917 : dons ; rapatriement ou échange de prisonniers, représailles, extension aux prisonniers civils des accords pour les prisonniers militaires ; allocations militaires ; camp britannique de Lederzeele (Nord) ; allocations ; permissions ; douaniers ; sauvegarde des archives des pays libérés ; état de la culture dans la zone des armées.

3 juillet 1917 : emploi des réfugiés ; comptabilité du groupe ; camp de Lederzeele ; entrepreneurs écartés d'adjudications ; prisonniers et civils mobilisés exécutant des travaux sur le front ; ravitaillement des pays envahis ; tabac ; comité de Schaffouse ; tuberculeux rapatriés ; paiement des dommages causés par les troupes cantonnées ; délai de constatation des dommages et

avances à accorder après constat ; sauvegarde d'archives et objets précieux des régions libérées ; état de la culture dans la zone des armées.

10 juillet 1917 : dons ; secours aux familles nombreuses ; avances sur les fonds du crédit agricole ; chevaux réformés ; abris provisoires ; Union des comités centraux des réfugiés des départements envahis.

17 juillet 1917 : dons ; liberté de résidence aux rapatriés ; soldats rapatriés et incorporés à nouveau.

24 juillet 1917 : distribution de vêtements ; paiement des réquisitions ; chevaux réformés ; allocations aux réfugiés ; ravitaillement des pays envahis ; allocations agricoles ; assistance aux femmes en couches et aux familles nombreuses ; audition des représentants des neuf grandes associations d'agriculture et vœux.

31 juillet 1917 : dons ; paiement des allocations ; ravitaillement des pays envahis.

11 septembre 1917 : envois de fonds ; paiement des allocations ; ravitaillement des pays envahis

18 septembre 1917 : dons ; membres du jury pour la création d'habitations rurales ; déclarations de biens appartenant à des Français en région occupée ; ravitaillement des pays envahis ; audition de M. OGIER (directeur du contrôle et de la comptabilité au ministère de l'intérieur) sur les allocations et la situation des réfugiés.

25 septembre 1917 : dépenses des commissions d'évaluation des dommages de guerre ; impôt sur les achats mobiliers ; compagnies de travailleurs civils créées par les Allemands ; audience d'une délégation de dames réfugiées et d'une délégation de l'Union des comités centraux sur le montant de l'indemnité ; sommes non perçues par la délégation d'office ou volontaire.

3 octobre 1917 : commission d'organisation de crédit ; bourses et frais d'études des jeunes réfugiés ; audition de M. BARTHOU (ministre d'Etat) sur la situation des départements envahis et sur le logement des réfugiés et des rapatriés ; état de répartition dans l'Aube ; loi des dommages de guerre ; cartes de pain.

9 octobre 1917 : envoi de fonds ; remerciements ; commission d'organisation de crédit ; avances aux fonctionnaires rappelés dans leurs postes libérés ; douaniers ; indemnité spéciale aux agents en fonction dans une zone dangereuse ; assimilation pour le rappel de la solde des rapatriés comme grands malades aux rapatriés comme grands blessés ; voyage à Evian.

16 octobre 1917 : dons ; distribution d'allocations et de secours dans l'arrondissement d'Hazebrouck ; taxe de séjour dans les villes d'eau et de pèlerinage ; compte rendu d'entretien avec M. de PANAFIEU sur la situation des prisonniers civils et des officiers prisonniers et sur le rapatriement des prisonniers de Suisse ; réquisition des matériaux provenant des ruines ; échange de bons de ville ; douaniers ; fermes abandonnées (subsides).

23 octobre 1917 : exonération de paiement d'impôts pour les réfugiés ; mission de M. MAGNIAUDE à Evian ; Fédération régionale des chambres syndicales d'entrepreneurs du Nord de la France ; déclaration de biens en pays envahi ; décentralisation des services de reconstitution ; extension aux fonctionnaires évacués de l'application du décret du 24 juillet 1917 ; audition d'un groupe de

sinistrés de la Somme.

30 octobre 1917 : dons ; ravitaillement des pays envahis ; rapport de M. MAGNIAUDE relative aux rapatriés ; reconstruction dans les pays envahis ; sanitaires rapatriés d'Allemagne ; relations avec l'Institut Lanelongue.

1917

80S 31

Groupe parlementaire des départements envahis, réunions : procès-verbaux.

6 novembre 1917 : octroi de la croix de guerre ; renforts de l'armée d'Orient ; dons ; distribution de la Croix-Rouge américaine ; bons de ville ; retraites ouvrières ; Fédération régionale des chambres syndicales d'entrepreneurs du Nord de la France.

14 novembre 1917 : don ; déclaration des biens en pays ennemis et occupés ; ravitaillement des régions envahies ; audition de M. METIN (sous-secrétaire d'Etat du blocus) sur le rapatriement des réfugiés.

27 novembre 1917 : dons ; manuel des Réfugiés ; ravitaillement ; vœu des associations départementales des sinistrés ; taux des allocations ; audition du Bureau de « l'Union des sinistrés et des contribuables du Nord ».

4 décembre 1917 : comptabilité du groupe ; don ; licences d'importation aux filateurs et négociants en laines ; relève des douaniers.

11 décembre 1917 : bons des régions envahies possédés par des familles d'internés en Suisse ; don ; codification des textes relatifs aux réfugiés ; cumul des allocations et des salaires ; cartes de pain des réfugiés ; prisonniers ; colis aux prisonniers de guerre ; relèvement de l'indemnité accordée au Secours de guerre ; audition du Bureau de l'Union des comités centraux des réfugiés.

18 décembre 1917 : dons ; ravitaillement des pays envahis ; internés en Suisse et rapatriés ; rapatriement des prisonniers par échange ; association des porteurs de « bons de monnaie ».

8 janvier 1918 : délégation pour visiter les internés et le comité de Bâle ; dons ; allocation aux habitants évacués dans l'arrondissement d'Hazebrouck ; changement de l'itinéraire des rapatriés ; envois de colis aux prisonniers ; otages ; rapatriement des prisonniers ; indemnité de 2 francs aux soldats permissionnaires.

15 janvier 1918 : don ; otages ; envoi de colis aux prisonniers ; réquisitions ; ravitaillement ; échange de bons de ville ; offre de 50.000 paires de chaussures ; subvention à M. BULENS ; remerciements de Miss STEPHEN ; franchise postale avec les réfugiés ; rétablissement de la batellerie.

22 janvier 1918 : rapatriement des prisonniers français de 1914 ; rapatriement des pays envahis ; otages.

29 janvier 1918 : dons ; otages ; échange des bons de villes envahies ; statut des réfugiés ; audition de M. DUBAR sur le mode de paiement des dommages aux habitants des pays envahis.

5 février 1918 : don ; rapport de M. REVAULT sur le statut des réfugiés.

12 février 1918 : constitution d'une conférence sur les otages ; officiers de

complément ; ravitaillement des pays envahis.

20 février 1918 : otages ; rapatriement des prisonniers ; audition de M. LEBRUN, ministre du blocus et des régions libérées, sur le ravitaillement des populations des pays envahis.

26 février 1918 : projet d'emprunt international ; dons ; distribution de fonds ; sous-officiers à solde mensuelle ; secours aux rapatriés ; carte d'alimentation ; audition du bureau de l'Union des comités centraux des réfugiés.

5 mars 1918 : commission supérieure de réglementation de l'assistance aux réfugiés ; don ; comptabilité du groupe ; création d'un organisme concernant les réfugiés et rapatriés ; motion relative à la révision du décret du 14 août 1917 concernant les rapatriés grands malades.

12 mars 1918 : envoi de médicaments ; bons communaux ; ravitaillement en bois des régions du Nord ; otages ; visite à Évian.

19 mars 1918 : dons ; travail imposé dans les régions envahies ; bons communaux ; rapatriements des prisonniers faits en 1914 ; ravitaillement en savon ; redevance pour occupation de terrain à Péronne ; assimilation aux titulaires des ouvriers auxiliaires.

26 mars 1918 : dons ; échange de bons communaux.

9 avril 1918 : dons ; situation alimentaire des départements envahis ; échange des bons émis par les villes ; délivrance d'actes de notoriété ; conférence en Suisse au sujet des otages et des prisonniers ; évacuation des matières premières dans la zone des armées.

16 avril 1918 : don ; taxe de luxe appliquée aux appartements meublés ; ravitaillement des départements envahis ; paiement d'allocations aux originaires du Nord évacués dans l'arrondissement d'Hazebrouck ; transfert des otages ; familles des internés en Suisse évacuées des régions envahies ; audition des délégués des comités centraux de réfugiés.

23 avril 1918 : échange de bons émis par les villes ; ravitaillement des pays envahis ; exonération des frais d'études ; taxe de luxe ; délai de déclaration de l'impôt cédulaire ; allocation des mobilisés des régions envahies ; magistrats des pays envahis ; secours spécial aux réfugiés ; accords conclus pour le rapatriement des prisonniers et otages.

3 mai 1918 : don ; réception de M. FORD (chef du service de la Croix-Rouge américaine, section de la reconstruction et de la propagande).

10 mai 1918 : dons ; remboursement des billets des régions envahies ; révision du décret du 14 août 1917 sur les rapatriés grands malades ; délivrance d'actes de notoriété ; délai pour la déclaration des impôts cédulaires ; accords conclus pour le rapatriement des prisonniers et otages ; ravitaillement des pays envahis ; artisans agricoles sursitaires ; secours aux régions envahies.

17 mai 1918 : dons ; ravitaillement des pays envahis.

24 mai 1918 : exposé de M. LEBRUN (ministre du blocus et des régions libérées) sur les mesures envisagées en vue de procurer aux agriculteurs et industriels les moyens propres à hâter la renaissance agricole et industrielle des territoires ayant subis des dommages résultant de la guerre ; internés civils ;

ravitaillement.

31 mai 1918 : logement des évacués ; ravitaillement des pays envahis.

14 juin 1918 : don ; audition d'une délégation de l'association centrale pour la reprise de l'activité industrielle ; majoration de pain ; envoi de médicaments ; relève des jeunes classes ; amputés civils ; rapatriement des enfants hospitalisés en Hollande.

21 juin 1918 : dons ; comptabilité du groupe ; loi concernant les dommages de guerre ; situation des réfugiés et rapatriés ; accords de Berne ; vœu de l'Association générale des fonctionnaires des régions envahies.

5 juillet 1918 : don ; retour des premiers otages et prisonniers civils et militaires.

9 juillet 1918 : délégation auprès du ministre des finances sur la question des dommages de guerre ; dons ; petite correspondance dans les journaux ; allocations versées aux évacués.

16 juillet 1918 : don ; délégation auprès du ministre des finances sur la question des dommages de guerre ; bons de ville ; somme de 5 francs remise aux soldats permissionnaires ; petite correspondance dans les journaux ; organisation d'un service de vente de chaussures à Évian.

29 juillet 1918 : revendications des ouvriers réfugiés à Tulle ; réquisition de logements ; statut des réfugiés ; prisonniers de guerre ; otages.

8 août 1918 : don ; formation de comités de secours aux réfugiés ; situation des magistrats en pays envahis ; logement des réfugiés ; ravitaillement d'Évian ; protestation contre le refus de rapatriement des hommes âgés de 50 à 60 ans ; majoration de l'allocation des réfugiés.

10 septembre 1918 : dons ; otages ; échange de billets émis par les villes ; envoi de médicaments ; représailles contre dévastations ; augmentation du taux des allocations ; réception des rapatriés à Bâle ; fonds de secours au comité des réfugiés.

3 octobre 1918 : allocution relative aux décès de MM. Albert SEYDOUX et Abel FERRY ; dons ; relèvement du taux du barème des allocations ; titres déposés dans les banques des pays occupés ; destruction opérées par l'ennemi avant évacuation ; audition d'une délégation de l'Union des comités de secours aux réfugiés.

17 octobre 1918 : don ; rapatriement immédiat des prisonniers en cas d'armistice ; relèvement des allocations ; PPR de M. PASQUAL relative au rapatriement des prisonniers.

24 octobre 1918 : ravitaillement des régions libérées ; nomination de deux vice-présidents du groupe ; affectation des prisonniers de guerre rapatriés.

19 novembre 1918 : allocution du président ; dons ; audition de M. VILGRAIN (sous-secrétaire d'Etat au ravitaillement) sur les mesures prises pour le ravitaillement des régions libérées.

3 décembre 1918 : don ; comptabilité du groupe ; nouvel intitulé du groupe.

12 décembre 1918 : dons ; échange des bons de ville et des marks.

24 décembre 1918 : délégation des communes sinistrées du Pas-de-Calais ;

délégation des instituteurs des départements envahis.

31 décembre 1918 : don ; baraquements situés près du front ; sursis illimités des militaires des régions libérées ; ravitaillement et moyens de communication.

17 janvier 1919 : nominations de membres de la commission supérieure des réfugiés ; délégation des communes sinistrées du Pas-de-Calais ; reconstitution agricole ; remise en état des maisons abimées ; question d'une visite du président WILSON aux régions dévastées ; salaire des ouvriers.

31 janvier 1919 : dons ; audition de M. FAVRE (sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur) sur un PJJ tendant à accorder des avances aux communes atteintes par les événements de guerre.

18 février 1919 : don ; audition d'une délégation de l'Union des comités centraux de réfugiés ; audition d'une délégation du comité de reconstruction du Nord.

4 mars 1919 : dons ; rappel de paiement des allocations militaires ; loyer dans les pays envahis ; intérêts et intérêts moratoires.

18 mars 1919 : don ; lettre de M. FAVRE (sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur) informant de la création d'une section spéciale à la commission supérieure des allocations ; réclamations agricoles au sujet du cheptel bovin ; audition d'une délégation de l'Union des comités centraux de réfugiés.

1^{er} avril 1919 : audition de M. FAVRE (sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur) sur l'indemnité des prisonniers civils ; audition de M. VERLOT (président de la commission interministérielle de coordination des travaux dans les régions libérées).

28 mai 1919 : crédit mis par la Hollande à la disposition de la France ; audition d'une délégation de l'Union des comités centraux de réfugiés ; nouvelle affectation des mobilisés des régions libérées.

12 juin 1919 : dons ; hommage aux otages morts en captivité ; reconstitution des régions dévastées.

1^{er} juillet 1919 : délégation de la Fédération des amicales d'instituteurs et institutrices publics en France ; prix payés aux prisonniers par les cultivateurs ; dons.

25 septembre 1919 : incitation des réfugiés à quitter leur lieu de refuge pour rentrer dans leurs communes dévastées ; délégation de la Fédération des amicales d'instituteurs et institutrices publics en France ; vœu proposé par M. ACCAMBRAY (député) sur la reconstitution des régions libérées.

9 octobre 1919 : commission supérieure d'assistance aux habitants des régions libérées ; réclamations des instituteurs de ces régions ; augmentation des salaires nécessaire à la cherté de la vie ; logement et allocations des réfugiés.

17 mars 1921 : prorogation du délai de déclaration de l'impôt sur le revenu pour les régions libérées ; PJJ sur le paiement des indemnités dues aux sinistrés ; évaluation des chevaux et des moutons ; logement des sinistrés ; dommages de guerre.

24 mars 1921 : examen de la PPL sur la nomination des présidents de commissions cantonales ; crédits de reconstitution ; prorogation du délai de déclaration de l'impôt sur le revenu pour les régions libérées ; recensement.

31 mars 1921 : examen de la PPL portant sur les brasseurs du Nord et du Pas-de-Calais ; difficultés financières des régions dévastées ; prorogation du délai de déclaration de l'impôt sur le revenu pour les régions libérées ; nomination des présidents de commissions cantonales.

7 avril 1921 : audition d'une Fédération de groupements des fonctionnaires des régions libérées ou dévastées ; situation financière des régions victimes de la guerre ; paiements à effectuer par l'Allemagne.

21 avril 1921 : fonctionnement du Crédit national, et budget spécial des régions libérées.

28 avril 1921 : fonctionnement des commissions cantonales ; problèmes posés par la suspension des dommages de guerre ; délégation de la fédération nationale des syndicats et associations professionnels des employés de l'Etat.

2 juin 1921 : nombre des fonctionnaires de l'administration centrale dans les régions libérées ; fourniture des matériaux demandés à l'Allemagne.

16 juin 1921 : répartition des aides entre les départements dévastés ; emprunts et billets non gagés ; paiement de la prime sur les blés ; délégation de l'Union générale de la brasserie française.

30 juin 1921 : mauvais état des baraquements où sont logés les sinistrés ; délégation du Comité général des réfugiés français ; retour et logement des réfugiés ; suppression du secours individuel ; visite à Reims de M. BUTLER (président de la dotation Carnégie).

15 septembre 1921 : évaluation des dommages ; transports dans les régions libérés ; escomptes de la Banque de France ; discussion des accords de Wiesbaden sur les réparations dues par l'Allemagne ; restitutions de cheptel ; livraison de charbon ; indemnité de remise des terres dans leur état d'exploitation ; tribunaux de dommages de guerre de Cambrai et d'Avesnes ; statut fiscal des régions dévastées ; diminution des droits de douane entre la France et la Belgique.

20 octobre 1921 : exonération d'impôt sur le revenu en faveur des contribuables des régions envahies ; taxe de luxe ; indemnité des veuves et des orphelins ; indemnité spécial des agents publics venus ou demeurés dans les régions dévastées ; indemnisation des sinistrés ; difficultés rencontrées par les coopératives de reconstruction.

1918 – 1921

80S 19 Groupe interparlementaire des régions dévastées, réunions : procès-verbaux.

7 juin 1923 : protestation sur le PJJ modifiant la loi de réparation des dommages de guerres.

14 juin 1923 : protestation sur le PJJ modifiant la loi de réparation des dommages de guerres ; indications sur les sommes payées au titre de dommages de guerre.

21 juin 1923 : PJJ modifiant la loi de réparation des dommages de guerres.

5 juillet 1923 : réclamations des fonctionnaires civils restés en territoire

envahis ; discussion sur la réception au Sénat du Dr SUBLER ; réclamation des fonctionnaires contre la réduction et la suppression de l'indemnité de zone dans les villes ; discussion sur la lenteur des décisions de préconciliation.

15 novembre 1923 : budget des dépenses recouvrables de 1924 ; illégalité de la circulaire ministérielle du 5 octobre 1922 sur les sinistrés.

29 novembre 1923 : situation de la trésorerie et diminution de crédits pour les régions dévastées ; indemnité de zone ; réclamations de la Fédération des groupements de fonctionnaires des régions dévastées ; cotisation annuelle du groupe.

16 janvier 1924, réunion du bureau du groupe : question du renouvellement.

31 janvier 1924 : rapport du député GOURSSAU sur un vote de la Chambre des députés de la veille concernant le taux auquel serait soumis à révision les dossiers de dommage de guerre ; intervention de la délégation de la Fédération des unions de sinistrés sur la révision de la charte des sinistrés.

7 février 1924 : projet concernant les régions libérées ; projet PAINLEVE ; réclamations du comité de direction de la fédération des unions de sinistrés

14 février 1924 : PPL RINGUIER ; fiscalité : vote d'un impôt nouveau.

21 février 1924 : exposition de la situation à la commission des régions libérées ; exposition de l'entrevue entre le président du groupe et M. Raymond POINCARE (Président du Conseil).

27 mars 1924 : création d'une loterie au ministère des régions libérées ; participation à la construction d'un monument à la mémoire des députés TAILLANDIER et BRIQUET à Bapaume.

3 avril 1924 : crédits nécessaires et mesures à prendre contre le chômage dans les régions dévastées.

10 avril 1924 : révision des dossiers de dommage de guerre d'une valeur supérieure à 500 000 francs ; projet POULLE.

2 juin 1924 : restructuration des services du ministère des régions libérées ; dossiers des dommages de guerre ; examen du budget des dépenses recouvrables à la Chambre des députés.

12 juin 1924 : conservation ou transformation du ministère des régions libérées ; élection du bureau du groupe ; lettres sur la révision des dossiers.

19 juin 1924 : réduction des crédits destinés aux routes des départements dévastés ; discussion sur un décret et une circulaire concernant le comité de préconciliation ; délais de délivrance des obligations de la défense nationale ; sinistrés détenteurs de titres ; intérêts des titres réunis en paiement de la perte subie.

26 juin 1924 : entretien avec M. DALBIEZ (ministre des régions libérées) ; proposition sur le subventionnement des communes pour la réalisation des alignements prévus dans les traversées des routes nationales ; question des prestations en nature.

3 juillet 1924 : protestations des arrondissements du Nord au sujet du transfert aux services centraux des dossiers qui étaient auparavant dans les sous-préfectures ; entretien avec M. DALBIEZ (ministre des régions libérées) au sujet

de la situation financière et de divers rapports ; projet de loi sur paiement des sinistrés.

31 juillet 1924 : attribution d'une indemnité spéciale pour les commis titulaires de perception des régions libérées ; réduction du nombre de conseillers municipaux dans certaines communes des départements dévastés ; révision de certaines indemnités de dommages de guerre ; paiement en espèce pour août et septembre.

26 août 1924 : dossiers à soumettre au comité de préconciliation ; dossiers soumis à la révision ; indemnités destinée aux agriculteurs ; institution d'une répartition équitable entre tous les membres d'une coopérative de reconstitution.

13 novembre 1924 : compte rendu du congrès de Cambrai ; proposition sur la désignation d'une commission chargée d'étudier les articles de la loi de finance qui intéresse les régions libérées.

26 novembre 1924 : compte rendu de la conférence du mercredi 19 novembre 1924 ; restrictions des droits des sinistrés.

28 novembre 1924 : interdictions des cessions ; compte-rendu de la conférence du 27 novembre sur la politique du gouvernement au sujet de la reconstruction des régions dévastées.

28 novembre 1924 : réunion de la commission chargée d'établir un texte sur la reconstruction des régions dévastées.

1^{er} décembre 1924 : réunion de la commission chargée d'établir un texte la reconstruction des régions dévastées.

2 décembre 1924 : résumé de la séance du 1er décembre ; discussion sur les idées à apporter au texte.

18 décembre 1924 : compte-rendu de la dernière réunion à la Présidence du Conseil.

30 décembre 1924 : éloge funèbre ; projet des douzièmes provisoires ; contributions imposées par les allemands ; proposition financière au sujet des régions libérées.

14 janvier 1925 : imputation des impôts dans les régions dévastées ; réalisation de l'emprunt pour la reconstruction des églises.

27 janvier 1925 : réunion de commission : questions à soulever auprès du gouvernement.

7 février 1925 : réunion de commission : compte rendu de l'entrevue avec M. Edouard HERRIOT (Président du Conseil).

14 février 1925 : examen des propositions du gouvernement sur la loi sur la reconstruction des régions libérées.

24 février 1925 : exposé du projet du Président du Conseil du point de vue financier sur la reconstruction des régions libérées.

26 mars 1925 : dommages de guerre communaux première catégorie ; crédits accordés aux régions dévastés ; remerciements au Président du Sénat ; difficultés des sinistrés pour obtenir des avances sur les obligations de la défense nationale ; impôts des sinistrés.

23 avril 1925 : réception d'un don de 5000 francs ; changement du ministère des régions libérées en sous-secrétariat rattaché au ministère des finances.

24 avril 1925 : intervention de M. Jammy SCHMIDT (sous-secrétaire d'état aux régions libérées).

28 mai 1925 : échanges de vues sur les déclarations à faire par le président du groupe au congrès des coopératives d'achat en commun des commerçants ; tableau du sous-secrétariat d'état des régions libérées

18 juin 1925 : exposé des revendications de la Fédération du groupement des fonctionnaires des régions libérées et dévastées ; compte-rendu du discours au congrès des coopératives d'achat en commun des commerçants ; imputation des impôts sur les indemnités de dommages de guerre.

2 décembre 1925 : échanges de vues sur les démarches à entreprendre auprès du gouvernement ; application de la loi du 2 mai 1924 ; assises des régions dévastées.

22 janvier 1926 : renouvellement du bureau du groupe ; P.J.L. destiné à modifier la loi de révision de certaines indemnités de dommages de guerre ; prestations en nature destinées aux régions libérées ; démarche à entreprendre auprès du ministère des régions libérées.

28 janvier 1926 : remerciements du président du groupe ; monument élevé à la mémoire de Léon BOURGEOIS ; démarches auprès du Président du Conseil ; incorporation dans le douzième d'un programme de reconstitution des régions libérées ; examen des questions à discuter avec le sous-secrétaire d'état des régions libérées.

4 février 1926 : réponses du sous-secrétaire d'état aux régions libérées aux questions posées.

11 mars 1926 : paiement des petits sinistrés et établissement de la situation des indemnités restants à payer ; paiement des indemnités alloués aux dommages de guerre.

21 avril 1926 : P.J.L. modifiant la loi du 2 mai 1924 ; groupes d'habitations provisoires dans les régions dévastées ; contrats de prestation en nature.

6 mai 1926 : réception d'un don de 5000 francs ; impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; modification du cours du mark pour des contrats de prestation en nature.

10 juin 1926 : impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; terres cultivées passées aux mains des étrangers.

16 juin 1926 : atteintes portées à la loi des dommages de guerre ; répercussions des prétentions nouvelles du fisc au sujet des frais supplémentaires ; modification de la loi du 2 mai 1924.

8 juillet 1926 : compte rendu de l'entrevue de la délégation du groupe avec le sous-secrétaire d'Etat des régions libérées.

20 janvier 1927 : renouvellement du bureau ; compte rendu de l'entretien entre M. HAYEZ (président du groupe) et du ministre des régions libérées au sujet du projet de loi tendant à modifier la loi du 2 mai 1924 ; question des conséquences qui pourraient résulter pour l'industrie des régions libérées des remboursements

de sommes importantes ; question de la connexité de l'industrie de la brasserie et de la culture.

16 février 1927 : instructions sur les avances d'impôt réellement effectuées en 1926 ; application abusive de la loi du 2 mai 1924 ; exposé des motifs du dépôt d'une proposition de loi ayant pour objet la modification de la loi du 31 mars 1922 ; affectation des fonds de chômage pour préférence aux chantiers inachevés et pour remise en culture de la terre ; voyage d'étude des régions dévastées du Comité républicain de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ; connexité de l'industrie de la brasserie et de la culture.

24 mars 1927 : audition de M. André TARDIEU (ministre des travaux publics et des régions libérées) sur la modification de la loi du 2 mai 1924 et économie du projet ; application de loi sur les dommages de guerre ; nomination de la commission chargée de centraliser les amendements sur ce dernier projet de loi ; révision des indemnités déjà incorporée dans le sol.

16 juin 1927 : retard du P.J.L. tendant à modifier la loi du 2 mai 1924 puis échange de vues sur les amendements de ce P.J.L.

23 juin 1927 : audition d'une délégation de l'Union de défense des sinistrés ; échange de vues sur le projet de loi de révision des dommages de guerre.

30 juin 1927 : échange de vues sur l'achèvement du projet de loi de révision des dommages de guerre.

17 novembre 1927 : éloges funèbres de Célestin JONNART et de Maurice PAIN ; échange de vues sur le budget des régions libérées ; état des travaux relatifs au projet de loi de révision des dommages de guerre.

15 décembre 1927 : échanges de vues sur le budget des régions libérées ; retard du projet de loi tendant à modifier la loi du 2 mai 1924 ; question des allocations militaires payées pour le compte de l'état par les communes envahies ; remerciement pour la participation de M. BRELET pour la souscription ouverte en souvenir de Maurice PAIN.

12 janvier 1928 : renouvellement du bureau ; proposition de réduction de la cotisation des membres du groupe ; échange de vues sur le projet de loi de révision des dommages de guerre.

28 novembre 1929 : question de la liquidation des coopératives de reconstruction ; conservation du personnel d'élite nécessaire au règlement définitif des dommages de guerre ; indemnités accordées aux commerçants évincés des immeubles qu'ils occupent.

30 janvier 1930 : renouvellement du bureau ; nomination d'une commission et démarche auprès du sous-secrétaire d'état des régions libérées ;

27 février 1930 : audition d'une délégation de la Fédération des unions des sinistrés ; échange de vues sur la liquidation des dommages de guerre.

11 mars 1930 : déclaration du groupe sur sa solidarité envers les populations sinistrés du midi suite aux inondations.

11 mars 1930 (réunion des sénateurs représentant les régions dévastées du midi et du sud-ouest) : résolution et sollicitation auprès du gouvernement.

10 juillet 1930 : délai de déchéance de droit à l'indemnité de dommage de

guerre ; fonctionnement du compte spécial de compensation relatif aux frais supplémentaires pour produits finis de l'industrie ; respect des engagements pris en ce qui concerne les reclassements d'agent des régions libérées dans les services des assurances sociales ; sinistrés membres de coopératives de reconstruction.

6 novembre 1930 : éloges funèbres de M. DRON et M. BACHELET ; compte-rendu d'un entretien avec le sous-secrétaire d'état aux régions libérées.

10 décembre 1930 : examen de la situation relative au sous-secrétariat d'état des régions libérées ; communication du texte proposé par la Fédération des sinistrés concernant le reversement des frais supplémentaires.

18 décembre 1930 : communication de la lettre adressée au Président du Conseil au sujet des services des régions libérées.

15 janvier 1931 : répartition des coûts restant disponibles pour les immeubles communaux ; paiement de travaux à la charge de l'Etat et dont l'avance a été faite par les sinistrés ; financement de produits finis ; examen d'un projet de loi relatif aux prestations en nature ; projet de loi concernant la liquidation des coopératives ; projet de loi ACCAMBRAY ; régimes des avances ; renouvellement du bureau.

29 janvier 1931 : démarche auprès de M. Maurice DELIGNE (ministre des travaux publics) sur ses attributions relatives aux régions libérées ; impôt sur le revenu des sommes correspondant aux intérêts des annuités d'amortissement des titres trentenaires ; contrat de prestations en nature passé par la confédération générale des coopératives ; protestation contre la prétention du ministère des finances qui entend encaisser la totalité de la conversion de l'emprunt 7%, 1927 ; retard des remboursements consentis aux communes.

26 février 1931 : inscriptions de prestations en nature au titre de crédits budgétaires 1931 destinés aux sinistrés ; dommages provoqués par les incendies de cantonnement ; délai de prétention aux indemnités de guerre ; reliquat des indemnités ; crédits correspondants aux travaux de déblaiement ; traitement des dossiers d'agriculteurs pour la remise en état physique et chimique de leur sol ; PPL sur certaines catégories de sinistrés étrangers ; budget des régions libérées.

20 mars 1931 : vœux à l'égard du président HAYEZ ; crédit sur les prestations en nature ; caisse de compensation des produits finis ; reclassement des fonctionnaires.

23 mars 1931 : crédit sur les prestations en nature ; tribunal départemental de Lille ; urgence du vote de la loi GONNET.

8 mai 1931 : obtention de frais supplémentaires pour produits finis ; agents temporaires des services des régions libérées ; rectification d'un titre de dommage de guerre dont la cause est erronée ; démarches relatives aux sinistrés étrangers ; PPL pour l'immunité fiscale pour un emprunt des industriels ; sinistrés victimes d'incendies de cantonnement insuffisamment indemnisés ; difficulté pour les sinistrés pour obtenir l'émission du titre par le Crédit national.

11 juin 1931 : sinistrés étrangers ; fonctionnement de la caisse de compensation des produits finis.

19 juin 1931, compte-rendu de la commission chargée d'examiner la liquidation

des coopératives de reconstruction et spécialement les moyens de résoudre les difficultés suscités par un contrat de prestations en nature ; affaire de la Westgruppe ; responsabilité des administrateurs de sociétés coopératives de reconstruction.

2 juillet 1931 : remerciements à M. MERLIN pour son intervention au Sénat ; canal du nord-est ; reclassement des agents des régions libérées ; les étrangers et les dommages de guerre ; impôts.

8 octobre 1931 : examen de la question relative aux paiements dus par les anciens aux nouveaux attributaires.

14 octobre 1931 : mesures relatives aux paiements dus par les anciens aux nouveaux attributaires.

30 octobre 1931 : question du paiement des produits finis.

25 novembre 1931 : éloge funèbre de M. LOUCHEUR (ancien ministre des régions libérées).

1926 – 1931

80S 20 Groupe interparlementaire des régions dévastées, réunions : procès-verbaux.

10 décembre 1931 : étude de la question des produits finis de l'industrie.

21 janvier 1932 : poursuite de l'étude de la question des produits finis de l'industrie.

11 février 1932 : démarches sur la question des produits finis de l'industrie ; examen de la question du déblaiement ; renouvellement du bureau ; reclassement des agents des régions libérées.

10 mars 1932 : loterie ayant pour but de constituer un fonds provisionnels ; reclassement des agents des régions libérées ; question du déblaiement.

9 juin 1932 : éloge funèbre de M. de LUBERSAC ; rattachement des services des régions libérées ; réclamations des anciens attributaires d'indemnités pour produits finis ; suppression de la commission des régions libérées en tant que grande commission de la Chambre des députés ; souscription pour un monument en l'honneur de BRIQUET et TAILLANDIER ; stabilisation des agents temporaires de l'Etat ; titularisation du personnel auxiliaire temporaire des services des régions libérées ; réclamations des agriculteurs à propos du montant de travaux effectués ; blocage de comptes d'anciens attributaires au crédit national.

23 juin 1932 : élections complémentaires au bureau du groupe par suite de la démission de plusieurs députés ; audition d'une délégation des anciens attributaires de produits finis ; compte-rendu de l'audience intervenue avec M. Louis GERMAIN-MARTIN (ministre des finances) ; déblaiement.

15 juillet 1932 : lettre de M. BAILLET (président de la Confédération générale des associations agricoles des régions dévastées) ; communication de M. Louis GERMAIN-MARTIN (ministre des finances) et des régions libérées.

17 septembre 1932 : examen de la question des produits finis ; conversion des

rentes et ses répercussions.

27 octobre 1932 : nouveau versement aux nouveaux attributaires ; réclamations des agriculteurs à propos du montant de travaux effectués ; délai de forclusion.

10 novembre 1932 : question des produits finis ; frais supplémentaires des produits finis.

8 décembre 1932 : prolongation du délai de emploi ; question des produits finis.

15 décembre 1932 : question relative à la liquidation des dommages de guerre ; audition de M. BRAIBANT (président d'une délégation de maires des régions dévastées).

19 janvier 1933 : renouvellement du bureau ; suppression du tribunal des dommages de guerre de Lille ; question relative à la liquidation des dommages de guerre.

9, 16 et 23 février 1933 : examen de la question du reclassement des fonctionnaires ; audition d'une délégation des anciens et nouveaux attributaires.

21 mars 1933 : examen des propositions des anciens et nouveaux attributaires au sujet des produits finis.

30 mars 1933 : question urgente au sujet des produits finis.

7 juillet 1933 : compte rendu de l'entretien au ministère des finances.

19 octobre 1933 : examen de la question des produits finis.

3 novembre 1933 : nouvel examen de la question des anciens et nouveaux attributaires ; démarche auprès du ministre du budget ; question des produits finis.

9 janvier 1934 : question des anciens et nouveaux attributaires ; démarches auprès du ministre des finances et du ministre du budget sur la question des produits finis.

6 juillet 1934 : évacuation des titres en dépôt dans les banques des régions frontalières à prévoir dans les plans de mobilisation ; lenteur vis-à-vis des demandes formulées par les sinistrés afin d'être relevés de la forclusion ; question des produits finis.

6 décembre 1934 : projet de dissolution du groupe.

20 décembre 1934 : délai de forclusion relatif au emploi d'indemnités de dommages de guerre par les communes ; reconduction de la loterie des régions libérées.

25 juin 1935 : allocution et dissolution du groupe.

Liste des membres du groupe. 1933

1931 – 1935

047B197¹ Réunion du 25 juin 1935 : convocations, discours de dissolution de MM. Paul HAYEZ et Lucien HUBERT. **Juin 1935**

¹ Ce document provient du fonds de la bibliothèque du Sénat.